

N° 4182⁵**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 1996-1997

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****modifiant le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1987
relatif aux installations de combustion alimentées en combustible liquide
ou gazeux**

* * *

AVIS DE LA COMMISSION DE TRAVAIL

(20.2.1997)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 20 juin 1996 à la Chambre des Députés par le Ministre aux Relations avec le Parlement, à la demande du Ministre de l'Environnement.

Un exposé des motifs était joint au texte du projet de règlement grand-ducal.

Par la suite la Chambre des Députés a été saisie de l'avis de la Chambre des Métiers du 14 août 1996, d'une prise de position du Ministre de l'Environnement sur l'avis de la Chambre des Métiers du 27 septembre 1996, de l'avis du Conseil d'Etat du 28 janvier 1997 et d'une prise de position du Ministre de l'Environnement du 12 février 1997 sur l'avis du Conseil d'Etat accompagnée d'un texte coordonné proposé par le Gouvernement.

La Chambre de Commerce n'a pas rendu d'avis, de façon que la référence à cet avis est à supprimer au 4e visa du préambule.

Le projet a pour objet de supprimer dans le texte du règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1987 relatif aux installations de combustion alimentées en combustible liquide ou gazeux les dispositions relatives aux installations de combustibles alimentées en combustibles gazeux qui sont actuellement soumises à un double contrôle. Après la suppression de ce double emploi, la gestion de la révision de ces installations relèvera des seules attributions du département de l'Energie.

La base légale invoquée pour le projet est la loi du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère.

La Chambre des Métiers a marqué son accord quant au fond avec le projet, en faisant cependant des observations concernant l'article 1 paragraphes 1, 3, 7 b) (se rapportant à l'annexe IV) et l'article 2 ainsi que l'annexe II. Par ailleurs la Chambre des Métiers propose l'ajout d'une annexe VII concernant les coffrets de mesure, l'ajout d'un point concernant l'accessibilité des lieux par les agents de contrôle à l'article II et l'ajout d'une annexe VIII concernant la procédure en cas de reconversion de la chaudière sur un autre combustible ou en cas de suppression de la chaudière à cause d'un chauffage urbain. Enfin, elle demande la publication d'un texte coordonné au Mémorial.

Le Conseil d'Etat quant à lui a également marqué son accord avec le projet, tout en faisant des observations concernant le préambule ainsi que l'article 1 points 1, 3, 5 et 6 et l'article 2. Par ailleurs le Conseil d'Etat se prononce lui aussi en faveur de la publication d'un texte coordonné au Mémorial.

Le texte coordonné proposé par le Gouvernement tient compte des remarques de la Chambre des Métiers concernant l'article 1 paragraphe 1 et l'annexe II, mais rejette les autres propositions de la Chambre des Métiers. Il reprend par ailleurs les amendements proposés par le Conseil d'Etat quant au préambule, l'article 1 points 3 et 6 et l'article 2, mais maintient le texte gouvernemental concernant l'article 1 point 5.

La Commission de Travail se prononce à son tour à l'unanimité en faveur du projet tel qu'il est proposé dans le texte coordonné du Gouvernement sous réserve de ses observations ci-dessus et y donne par conséquent son assentiment.

Luxembourg, le 20 février 1997

Pr le Greffier,
Pierre DILLENBURG
Greffier adjoint

Le Président de la Chambre des Députés,
Jean SPAUTZ